

TRIBUNE

OUVRIERE

JUIN 1961

Journal publié par un groupe
d'ouvriers de la Régie Renault

Numéro 76

L'EXPERIENCE DE LA LUTTE AU DEPARTEMENT 11

Depuis le 7 Juin date du dernier débrayage "général" dans l'usine, la C.G.T. relance les grèves tournantes "organisées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes". Il s'agit tout d'abord de la démission des organisations syndicales à organiser des mouvements d'ensemble, à l'échelle nationale. Avec un cynisme déconcertant le syndicat C.G.T. Renault écrit : "Il ne s'agit pas de bavarder sur la "grève générale", "illimitée" il faut organiser la lutte en permanence pour défendre les revendications générales et particulières, faire en sorte que l'ensemble des travailleurs de la Régie soient mobilisés dans chaque atelier et bureau". Une fois de plus les "dirigeants" de la classe ouvrière se dérobent et il ne reste plus aux ouvriers qu'à essayer de se défendre comme ils le pourront ; c'est d'ailleurs ce qu'ils ont toujours fait.-Il faut ajouter à la décharge des dirigeants syndicaux que depuis bien longtemps les ouvriers en ont marre de leurs directives et qu'elles ne sont plus appliquées à la base ce qui oblige ces mêmes dirigeants syndicaux à chercher et à trouver une autre combine pour essayer de diriger le mécontentement des ouvriers : ils ont trouvé les actions d'ateliers organisées et dirigées par les travailleurs eux-mêmes !

Sur ces actions d'ateliers il faut que nous soyons bien d'accord. Les syndicats ~~qui se prétendent les organisations des travailleurs~~ refusent de coordonner la lutte de toutes les corporations, de tout le pays : ils ne sont capables d'organiser cette lutte à l'échelle nationale que pour soutenir de Gaulle le 24 avril dernier, par contre, pour une action revendicative jamais ils n'ont réussi à coordonner la lutte.

Aujourd'hui ces syndicats confient aux travailleurs l'organisation de leur propre lutte à l'échelle de l'atelier (ce que nous sommes bien capables de faire). Si nous faisons les frais de ces longues actions de harcèlement les stratèges de la rue Yves Kermen voudraient eux jouer les chefs d'orchestre mais nous ne nous laisserons pas manoeuvrer car nous savons ce qu'il faut faire. Nous n'admettrons pas d'être l'infanterie que des généraux foireux envoient par petits paquets se faire massacrer par l'ennemi.

Nous avons dans le meilleur des cas dans l'usine réalisé pour la première fois un climat de discussion et de décision démocratique à la base. Les militants C.G.T. ont été corrects. Nous avons vu ensemble comment résister aux heures supplémentaires et comment établir un cahier de revendications qui soit le reflet des volontés de tous les ouvriers. Ensemble nous avons décidé des moyens d'action. Devant nous nous avons trouvé un premier obstacle : l'irresponsabilité des chefs de départements. Ces mauvais facteurs se veulent bons comédiens : dans tous les cas même sur les plus infimes détails ils répondent NON.

Nous avons appris à organiser l'action : débrayages, refus de travailler le Samedi, opération tintamarre (frapper sur des tôles quand les cafd visitent l'atelier). Nous avons appris à faire des manifestations massives et des délégations dans les bureaux des chefs de départements. Nous avons essayé de discuter mais souvent nous avons rencontré des difficultés car les responsables syndicaux bluffent qu'ils ne sont pas informés. Pas informés ? Nous devons connaître, pour s'en servir dans la discussion avec les chefs, la situation exacte et les avantages acquis dans chaque atelier

.. / ...

Ils bluffent : par exemple on dit que les gars du 37 ont obtenu 18 et 22 francs... à la fin du compte ils avouent que c'est seulement 19 gars qui ont obtenu cela.

Nous faisons confiance à nos camarades syndiqués des ateliers, nous ne faisons pas confiance aux dirigeants. Nous voulons être informés ; nous voulons coordonner l'action des ateliers ; nous refusons que la coordination soit faite en dehors de nous.

La première chose à faire c'est la réunion de discussion et d'information de tous les outilleurs de l'usine. Il faut que cette semaine se tienne le soir, après le travail, dans une cantine, la réunion de tous les travailleurs, des ateliers d'outillage, qui le désirent, pour discuter des formes d'action pour accentuer la pression sur la direction. Ce sera le test de l'honnêteté de la C.G.T. Ou bien elle veut nous manœuvrer en coulisse ou bien elle est vraiment pour l'action, par atelier, organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes.

TRAVAILLEZ, TRAVAILLEZ, DONNEZ-VOUS DE LA PEINE !

Autour du 1er Mai nous avons souvent rappelé ce qu'était le sens originel de cette journée : journée de lutte, de manifestations et de revendications ouvrières. C'est pour les 8 heures de travail par jour qu'au siècle dernier, à Chicago, des ouvriers Américains se sont fait tuer un 1er Mai.

Depuis lors la modernisation du machinisme et les moyens de production se sont tellement améliorés que la production par individu aurait dû non seulement nous permettre de travailler 8 heures mais 5 heures et moins dans certains cas. Mais la soif de profits des capitalistes est sans limite et si parfois il leur faut distribuer quelques miettes de ces profits ils le font, par exemple, par le truchement des heures supplémentaires.

La loi de travail est de 40 heures : nous en faisons 48 par semaine. Nous avons tellement été bien dressés à travailler ces 48 heures que notre salaire (c'est-à-dire la part que le patron nous donne pour satisfaire nos besoins essentiels) est calculé en fonction de ces 48 heures et ne peut supporter aucune diminution. Quand la production diminue et que les heures de travail diminuent elles aussi, très nombreux sont les ouvriers qui peuvent difficilement boucler leur budget. Et de plus le patron nous sait à sa disposition car non seulement nous n'avons pas su lui imposer le respect de la semaine de 40 heures mais, pour quelques billets de mille francs par mois, nous sommes capables de venir à l'usine 54 heures et quelquefois plus par semaine pour ramasser un peu de ces miettes que les patrons nous tendent comme une carotte.

Hélas ce ne sont pas en général ceux qui ont les salaires les plus bas qui sont friands de ces miettes : ce sont ceux qui se laissent envahir par cette folie de modernisme qui invente toujours des besoins nouveaux à satisfaire, ou encore simplement ceux qui possèdent en petit l'amour du fric.

Hé, camarade ! Pense à vivre au lieu de faire corps avec ta machine à tel point qu'on ne sait plus lequel est plus digne des deux : ta machine ou toi, ta machine qui tombe en panne parfois ou toi qui refuse le repos du samedi pour quelques picaillons. Vis en homme libre de choisir ses loisirs, son repos, ses activités autres que celles du travail.

Les revendications des syndicats sur les 40 heures payées 48, ne seront un but possible en soi que si nous arrivons à extirper ce virus du travail. Certains camarades disent que chez eux ils s'ennuient le samedi.... et cependant tous les lundis ils disent "vive le Vendredi".... alors.... à moins que c'est l'argent des heures supplémentaires du Samedi qu'ils réclament de la sante. D'autres pour venir travailler le samedi trouvent toujours une excuse, la femme ou les enfants malades ; les traites à payer ; mais quand

ces samedis sont inexistantes ou que la direction réduit les horaires il faut bien à ce moment là se débrouiller à vivre sans ce supplément même si la famille est malade ?

Nous devons lutter contre c'est état de fait le plus que nous pourrons. Nous ne sortirons pas de l'impasse des sabires, tous nos bavardages à leur sujet seront vains tant que nous ne saurons pas nous imposer qu'une semaine "normale" de travail pour vivre. On peut vivre sans avoir recours à ces procédés qui nous divisent et permettent de remplir un peu plus les caisses du percepteur.

LES GREVES STUPIDES

Les syndicats C.G.T.- C.F.T.C. nous appellent périodiquement à des débrayages limités à 2 ou 1 h.1/2, comme le 7 juin, grèves de harcèlement sans issue et qui dureront le temps que la direction voudra bien les tolérer (direction qui devient de plus en plus intransigeante et menaçante) donc mouvements plus imbéciles les uns que les autres.

Le but des syndicats ne semble pas être celui d'obtenir des améliorations mais celui de donner l'impression aux travailleurs qu'ils font quelque chose. Le but des syndicats aujourd'hui est aussi de tenir une comptabilité du nombre de débrayages dans telle ou telle entreprise. Enfin à la suite de ces stupides grèves, sans coordination entre elles, la lassitude des travailleurs leur permet de pouvoir contrôler tout mouvement dont ils ne seraient pas les promoteurs. Autrement dit : à l'exemple d'un entraîneur qui a un pur sang trop fougueux, il lui fait faire des galops pour qu'au moment voulu le jockey l'ait plus facilement en main, les syndicats agissent de même avec la classe ouvrière.

Dans son tract numéro 138 du 5 Juin 1961, les conseillers (nouveau titre) C.F.T.C. écrivent : "Vous manifesterez avec discipline, sans répondre aux provocations, afin que les plus combattifs ne puissent être sanctionnés". ~~On ne peut mieux s'y prendre pour détruire tout esprit de lutte !~~ Et ceux qui pensent avec juste raison qu'il faut dépasser ce stade des débrayages qui ressemblent à des kermesses où des vedettes du microphone font leur numéro, ceux-là seront traités de provocateurs ou de mouchards.

Le 6 Juin les deux comères (C.G.T. - C.F.T.C.) distribuent un tract commun où elle nous annoncent que Mr. Dreyfus a interdit le meeting devant la direction et que toute non-observation entraînera des sanctions contre les instigateurs. Alors par respect de la discipline elles vont faire leur meeting plus loin. A ce sujet faut-il rappeler ici que le droit aux travailleurs d e se grouper, que le syndicalisme en général ont pu s'imposer grâce à des hommes qui étaient des Révolutionnaires dont le premier souci était la lutte et ne se déculottaient pas devant de simples menaces. Aujourd'hui tout est bouleversé. Le souci numéro 1 des princes des syndicats c'est de conserver leur sinécure ou de s'en servir comme tremplin politique.

Durant le débrayage du 7 Juin (qui n'a été que faiblement suivi, excepté par le département I4, et la maîtrise n'ayant pas, comme pour le 24 Avril, fait pression sur les ouvriers) chacun se rendit au nouveau point de rassemblement, non interdit par Dreyfus celui-là, pour entendre les exposés des "conseillers" syndicaux. La C.F.T.C. déclare : "La nationalisation c'est la victoire des travailleurs", et qu'il faudra toujours les défendre. Ensuite la C.G.T. vante les avantages et les salaires supérieurs et donne des chiffres (qui restent à prouver) dans des entreprises telles que Peugeot, I.B.M., Dassault, Matra, toutes des entreprises privées; il faudrait qu'ils accordent leur violon et puis après qu'est-ce que les ouvriers en ont à foutre de leurs nationalisations. Ils disent aussi qu'au retour des vacances ce sera plus difficile encore qu'aujourd'hui et comme le patrons ils en font porter la responsabilité au marché commun. Nous nous n'avons pas à savoir si politiquement ce marché commun est oui ou non valable (que l'état et les patrons s'en débrouillent) mais ce qui est vrai c'est que les exportations des voitures françaises ont

Quand nous nous dérangerons maintenant pour que la direction du département reçoivent les délégués il ne faudra plus nous déranger pour rien. Il y a mille moyens de montrer notre mécontentement sans pour cela exposer les délégués ou mettre l'usine à sac. Il y a des moyens de montrer notre mécontentement qui ne sont ni les discours ni le pillage de la boîte. Il faut les employer.

La seconde chose que nous ne devons pas faire c'est pratiquer la grève tournante d'une heure toutes les semaines dans le calme et la dignité. Ces grèves-là échoueront comme les autres. Souvenez-vous de la grève des outilleurs de 1959 ! Il y avait eu trois grèves d'une heure et demie et à la quatrième grève personne ne voulait plus suivre. Maintenant ce sera pareil. Si on fait faire une grève d'une heure toutes les semaines il y en aura pas plus de trois. C'est sûr. Tout le monde le sait.

Lorsqu'on fait une heure de grève il faut mobiliser le plus possible d'intéressés. Dans l'affaire il n'y a pas que l'A.O.C. qui est concernée mais tous les outilleurs. Ceux du 11, du 27, du 37. Il faut les mettre dans le coup. Là une heure de grève tous ensemble pour montrer notre mécontentement et sans faire de discours cela peut être valable.

Mais il y a d'autres possibilités d'action qui ne nécessitent pas automatiquement des grèves, ces possibilités il faut les exploiter à fond et lutter contre la direction sans perdre de notre côté ni notre unité ni un trop grand nombre d'heures. Il faut économiser nos forces sans ménager la direction. En Octobre c'est le salon de l'auto. Jusqu'à cette période nous aurons une situation très favorable : il faut en profiter.

En Octobre au moment du salon nous aurons d'autres possibilités de lutte qui se situeront en dehors de l'usine. Pourquoi ne pas les employer ? Ce n'est pas au moment où on nous réduira les heures que nous pourrons nous battre aussi aisément.

LES CAMIONNEURS DU MANS

Pour le transport des pièces détachées l'usine Renault du Mans employait jusqu'ici une vingtaine de chauffeurs-route qui, avant la "crise Renault", faisaient 5 voyages Le Mans-Flins ou Le Mans-Billancourt par semaine. Chaque voyage était compté pour 12 heures. Les chauffeurs (2 par camion) se relayaient, ils étaient assimilés aux Professionnels (148 points) et touchaient des indemnités de route pour leurs repas. Tout cela apparaissait, à tort ou à raison, comme une situation privilégiée aux yeux de beaucoup de camarades. En fait leur travail en dehors de l'usine, les isolait du reste de leurs camarades, ce qui n'était pas de nature à atténuer cette division due à la hiérarchie entretenue par la direction. De plus ils ne participaient que très rarement aux mouvements revendicatifs : leur départ de bonne heure le matin, alors que l'usine est déserte et l'impossibilité pour eux de faire une grève de 2 heures (il faut bien qu'ils reviennent le soir !!!) sont des justifications que l'on donne volontiers à ce sujet.

Au début les chauffeurs avaient formé leurs groupes (on dit ici "leurs mariages") un peu comme ils l'avaient voulu ; mais, très rapidement, il y eut des "divorces", puis des "remariages" et, petit à petit, la direction intervient dans leurs affaires....

Quand les difficultés ont commencé, pour la Régie, à l'automne dernier, la direction installa sur leurs camions des "mouchards" afin de contrôler leurs arrêts, leur vitesse, leur emploi du temps.... Le résultat ne se fit pas attendre : chaque voyage comptait pour 11 h. 1/4 et non 12 heures. Les types réagirent en rentrant, pendant quelques jours au bout de 12 heures.... Mais la direction ne transigea pas : ils ne furent pas payés plus de 11 h. 1/4 !! Quand les difficultés augmentèrent (licenciements, diminution des heures de travail, etc.) la production diminuant, les chauffeurs virent le nombre

.../...

.../...

le nombre de leurs voyages passer de 5 à 4 par semaine (soit 11 h. $1/4 \times 4 = 45$ h.) et leur salaire diminuer à nouveau. Mais, ils n'étaient pas au bout de leurs peines !!

Récemment, une loi stipule que pour des trajets moyens (tout juste supérieurs à la distance Le Mans-Billancourt, aller et retour, il n'est plus obligatoire de mettre 2 chauffeurs par camion. Sept gars (les derniers arrivés) ont donc été remis soit à la cour soit en atelier. Depuis quelques semaines la productivité des chauffeurs-route s'est donc trouvée multipliée par 2.

Quelle sera la réaction ? Certes, les chauffeurs ont été reçus par leurs chefs et par direction, accompagnés de délégués, mais peuvent-ils faire autre chose ? Un arrêt de travail ? S'ils sont seuls à réagir, la direction trouvera facilement 10 gars pour les remplacer.

D'autre part il semble impensable, dans l'état actuel des choses, d'imaginer un mouvement général pour les seuls chauffeurs car les ouvriers pensent, en gros, "c'est leurs affaires, qu'ils se débrouillent"

Tout ce que l'on peut souhaiter c'est que, à l'occasion de ces difficultés, les chauffeurs comprennent la nécessité de se rapprocher de leurs camarades. Voilà donc encore une fois le résultat des manoeuvres patronales qui divisent le monde ouvrier pour mieux l'exploiter et le tenir en mains.

Pourquoi ces chauffeurs étaient-ils considérés comme des privilégiés ? Pourquoi la direction avait-elle consenti, pour eux, une condition supérieure à la moyenne ? C'est que leur rôle dans l'entreprise est important : ils acheminent des pièces fabriquées au Mans en vue de l'alimentation des chaînes de montage de Billancourt et de Flins. Or, pour certaines pièces, l'avance n'est pas supérieure à 48 heures, ce qui signifie qu'une grève de 48 h. des chauffeurs risque d'arrêter une ou plusieurs chaînes. On l'a bien vu lorsque, au moment du lock-out du mois d'Octobre, des représentants de la direction (chefs d'atelier, contremaîtres) sont allés, personnellement au domicile des chauffeurs pour leur donner l'ordre, individuellement, de prendre la route. Ils ne sont pas tous partis mais la direction a fait appel à une compagnie privée car il fallait que les camions roulent absolument...

C'est pour avoir la paix de ce côté que la direction n'hésitait pas à leur faire une situation un peu meilleure. Mais, à partir du moment où les difficultés économiques exigeaient de la part de cette direction une remise en ordre de son organisation et de ses méthodes, elle n'a pas hésité, au nom de "la rationalisation", à contester les avantages qu'elle consentait en période stable aux chauffeurs et à doubler leur productivité

(=(=(=(=(=(=(=(=(=(=(=(=(=(=(

CAMARADE QUI LIS TRIBUNE OUVRIERE, MONTRE-LA AUTOUR DE TOI. FAIS-LA CIRCULER,
DISCUTE DES ARTICLES AVEC TES CAMARADES DE TRAVAIL ET FAIS-NOUS PAR DES CRITIQUES.

CAMARADE, CETTE TRIBUNE EST TA TRIBUNE.
